

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 21/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ITALMARBRE POCAI

Route de Gabian - BP2
34480 Laurens

Références : UD34/H3/MT/2024/001
Code AIOT : 0006604303

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2024 dans l'établissement ITALMARBRE POCAI implanté BOIS DE FOUISSE 34480 Laurens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITALMARBRE POCAI
- BOIS DE FOUISSE 34480 Laurens
- Code AIOT : 0006604303
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de marbre est réglementée par arrêté préfectoral du 17 décembre 2017. Les blocs extraits à l'aide de haveuses sont découpés sur une zone de sciage, avant d'être stockés puis acheminés par camions vers l'usine de façonnage de la société, en Italie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions techniques	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7 et 7.3.5	Sans objet
2	Respect des conditions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.3.7	Sans objet
3	Elimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.5.1	Sans objet
4	Mise sur rétention des liquides polluants	Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 18.1	Sans objet
5	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.4.1.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris les dispositions nécessaires pour lever les non-conformités relevées lors de la précédente inspection en 2022.

Par ailleurs, il est à signaler que la visite a été l'occasion de faire le point avec la société Ital Marbre et son bureau d'étude (par téléphone) sur les suites à donner à sa demande de modification des conditions d'exploitation, en vue d'une extension de la zone d'extraction. Ce thème ne fait pas l'objet de constats dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7 et 7.3.5
Thème(s) : Autre, Dispositions techniques
Prescription contrôlée : Article 7: Cote minimale de fond de fouille 182 mètres. Article 7.1.2: Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;- le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. Article 7.3.5: Pour la carrière à ciel ouvert, un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude ;- les zones remises en état ; Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire de ce plan est transmis au service inspection des Installations Classées.
Constats : Le plan établi en janvier 2024 a été examiné et n'appelle pas de commentaire. Il fait apparaître que l'exploitation respecte les limites du périmètre autorisé, et la cote minimale de fond de fouille. Sur le terrain, il a été constaté la présence d'un bornage permettant de visualiser les limites de la zone d'extraction et du périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des conditions de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.3.7
Thème(s) : Autre, Respect des conditions de remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité (exploitation de la carrière) conformément au dossier relatif à la présente demande et aux annexes jointes au présent arrêté. La remise en état se fera progressivement, de façon coordonnée à l'exploitation sur les fronts de taille, et devra être achevée durant les 6 derniers mois de l'autorisation en comprenant le démantèlement de tous les équipements et l'achèvement de la remise en état du carreau.
Constats :

Rappel des constats effectués lors de l'inspection du 11/02/22: L'ancienne zone d'extraction, située au Sud-Ouest de l'actuelle n'a fait l'objet d'aucune opération de remise en état. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des modalités et les délais qu'il envisage pour respecter les dispositions prévues dans sa demande d'autorisation pour remettre en état ce secteur.

Constats effectué lors de l'inspection du 10/01/24: L'exploitant a engagé le remblayage de l'ancienne fosse d'extraction au moyen des stériles issus de la zone actuelle d'extraction. Il est rappelé à la société Ital Marbre que les modalités prévues pour la réhabilitation sont celles fixées par le dossier d'étude d'impact de 2016, qui laisse la possibilité de ne pas remblayer intégralement les fronts qui peuvent rester apparents compte tenu de leur intérêt patrimonial, en réalisant une végétalisation du carreau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets produits dans la carrière sont collectés, stockés et éliminés dans des conditions qui ne doivent pas de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement susvisé. Les diverses catégories de déchet sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées. Sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté, la collecte et l'élimination des déchets doivent être réalisés conformément aux dispositions du titre IV, livre V, du Code de l'environnement susvisé sur les déchets et des textes pris pour leur application.

Constats :

Rappel du constat effectué lors de l'inspection du 11/02/22:

Il a été constaté que de grandes quantités de déchets divers sont présent dans l'établissement, et notamment dans les hangars: ferrailles, carcasses de véhicules et de machines diverses, déchets industriels banals, gravats, pneumatiques, bidons souillés (déchets dangereux). M. Pocai indique que ces dépôts sont présents depuis qu'il a fait l'acquisition du site. Il est demandé à la société Italmarbre d'engager des démarches pour l'élimination de ces déchets dans des filières agréées ou autorisées, dans le respect des dispositions réglementaires. Dans cet objectif il est demandé de transmettre à la DREAL sous 1 mois un programme d'avancement.

Constat effectué lors de l'inspection du 10/01/24:

Comme indiqué par l'exploitant dans son courrier de suite à l'inspection de 2022, il a été constaté sur le site que les anciens stockages de déchets (pneumatiques, ferrailles, emballages souillés) ont été éliminés. L'exploitant a présenté les justificatifs d'enlèvement correspondants par des sociétés disposant des autorisations nécessaires.

De plus, pour ce qui concerne l'évacuation des déchets régulièrement produits (huiles usagées, emballages), l'exploitant a également présenté le dernier justificatif de contrat de prestation avec la société Triadis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise sur rétention des liquides polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise sur rétention des liquides polluants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p> <p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat effectué lors de l'inspection du 11/02/22:</u> La présence de 3 fûts d'huiles hors rétention a été constatée dans le hangar à droite des bureaux. L'exploitant doit s'assurer que tous les produits liquides polluants soient placés sur une rétention répondant aux caractéristiques fixée à l'article 18 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. Il est demandé de fournir sous 1 mois tout justificatif correspondant (facture, photo....).</p> <p><u>Constat effectué lors de l'inspection du 10/01/24:</u> Comme l'exploitant l'a indiqué dans son courrier de réponse consécutif à la visite de 2022, il a installé des bacs de rétention pour y placer l'ensemble des fûts d'huiles. La conformité de la prescription a ainsi été vérifiée sur le site lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.4.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi piézométrique est effectué sur trois piézomètres implantés à proximité du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • piézomètre F1 au Sud,

- piézomètre F2 au Nord,
- piézomètre F4 à l'Est.

Les piézomètres F1 et F2 sont existants, le piézomètre F4 sera créé et mis en service selon le délai inscrit à l'échéancier précisé à l'article 10.

A cette même échéance, le piézomètre F3 sera fermé selon les règles de l'art en vigueur pour ce type d'ouvrage.

Le suivi porte sur le relevé des niveaux piézométriques ainsi que sur la teneur en hydrocarbures des eaux. [...]

Le contrôle de la qualité des eaux est réalisé selon une périodicité trimestrielle et le relevé du niveau des eaux selon une périodicité bimestrielle.

Constats :

Il a été vérifié que l'exploitant procède au suivi piézométrique permettant le contrôle de la qualité des eaux souterraines conformément aux prescriptions de son arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite